

la chaussure. Une trentaine de fabriques exercent une activité donnant à la ville une structure sociale à dominante ouvrière. Fait quasi unique en Bretagne, le pôle Fougères peut s'inscrire dans l'espace économique national. Les conflits sociaux renforcent le syndicalisme fougérais, entraînant des conflits tendus avec le patronat et des grèves dont l'une voit Jean Jaurès venir à Fougères soutenir les ouvriers de la chaussure. Une autre page littéraire s'ouvre alors pour Fougères illustrée par l'écrivain Jean Guéhenno. La grève de 1906-1907 lui laisse, surtout par le témoignage de son père, des souvenirs durables exprimés dans l'une de ses œuvres majeures *Changer la vie* (1961), autre versant de l'histoire littéraire de Fougères.

Les deux derniers chapitres de l'ouvrage présentent l'histoire de la ville au temps des guerres mondiales puis lors de sa reconstruction, donnant naissance à une nouvelle ville. La même exigence historique s'y exprime faisant de cet ouvrage l'outil indispensable pour connaître Fougères et la faire aimer dans toute la diversité de son histoire. La rigueur intellectuelle n'exclut pas le bonheur de l'écriture où l'on glane des expressions comme « Fougères brinqueballée entre grands lignages », « la fin de la guerre de Cent Ans commence à Fougères » ou « de la cité-château à la ville chaussure ». Fougères a désormais, pour plusieurs décennies, l'ouvrage de référence pour connaître et comprendre son histoire. L'objectif de rendre la lecture largement accessible est bien atteint. Un seul regret cependant, la petitesse de la typographie.

Bernard HEUDRÉ

Président de la Société d'histoire et d'archéologie
du pays de Fougères de 1987 à 2016

André ROUSSEAU, *L'idéologie bretonne. Entre authenticité et nationalisme soft*, Paris, Presses universitaires de France, 2023, 385 p.

Ce livre est le fruit d'une réflexion collective menée dans le cadre d'un séminaire du Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) de Brest qui s'est tenu en 2013-2014 et qui portait sur le thème « Produire la Bretagne ». André Rousseau, sociologue des religions, s'est chargé d'en faire une synthèse personnelle. Son ambition est de « cerner pour quelles raisons, à quelle fin, par qui et comment la Bretagne est si abondamment mise en scène et présentée comme exceptionnelle, voire fondée à exprimer des griefs envers “la France” » (p. 11), d'analyser plus largement ce qu'il qualifie d'idéologie bretonne, qui se définit pour l'essentiel par le discours à la fois victimaire et héroïque tenu sur la Bretagne. Les porteurs de cette idéologie sont définis comme des bretonistes, terme utilisé par Jean-Yves Guiomar pour qualifier ceux qui, au XIX^e siècle, ont mis en valeur la langue et la culture de la Bretagne et dont l'auteur élargit l'emploi pour désigner « l'ensemble des individus et organisations qui écrivent, prennent la parole, pétitionnent et manifestent par

intérêt pour la Bretagne, sa culture et son “identité” » (p. 21), ensemble dans lequel l’auteur distingue des bretonistes radicaux, à savoir les nationalistes.

L’influence de deux livres est revendiquée en introduction : celui du sociologue Renaud Dulong, *La question bretonne* (Paris, Presses de Sciences-Po, 1975), qui tentait d’interpréter, dans une perspective marxiste, l’essor que connaissait dans les années 1960-1970 le mouvement régionaliste en Bretagne et celui de Françoise Morvan, *Le Monde comme si. Nationalisme et dérive identitaire en Bretagne* (Arles, Actes Sud, 2002) qui dresse un portrait sans concession du mouvement breton à la fin du xx^e siècle. Cette dernière référence n’empêche pas A. Rousseau de se démarquer plusieurs fois des prises de position de son auteure, notamment sur son blog, tant il est vrai qu’elle a tendance à revêtir plus souvent la toge de la procureure que celle de l’historienne. A. Rousseau se réclame plus largement d’une sociologie critique dans la continuité notamment de Pierre Bourdieu.

L’ouvrage est organisé en trois parties. La première (« Peuple, nation, culture : les piliers de l’idéologie bretonne ») étudie successivement l’idéologie bretonne en « mode laudatif », en « mode polémique » et enfin en « mode exclamatif ». Dans les faits, cela revient à s’intéresser tour à tour, même si des parallèles sont faits entre ces différents moments, à l’invention de la Bretagne, à partir des années 1830 et de La Villemarqué, en s’inspirant des recherches de Jean-Yves Guimar, puis, en reprenant les travaux de Daniel Le Couédic et de Sébastien Carney, au moment nationaliste de 1911 à 1945 et enfin, de façon plus neuve, à ce qui s’est passé en Bretagne à partir de cette dernière date sur les plans économique (action du Comité d’étude et de liaison des intérêts bretons [CÉLIB]) et culturel et qui a abouti au développement de ce qui est caractérisé comme un communautarisme identitaire.

La deuxième partie (« Trois motifs dans le tapis volant breton : la langue, l’économie, le territoire ») s’intéresse d’abord à la langue bretonne, qualifiée de « sanctuaire de l’identité », puis aux mouvements sociaux (Joint français, Plogoff, Notre-Dame-des-Landes, Bonnets rouges), qui auraient été instrumentalisés par les bretonistes pour en faire des révélateurs d’une identité collective, et étudie enfin le processus de marchandisation de l’objet Bretagne par les chefs d’entreprise (association « Produit en Bretagne »...), les élus régionaux et certains acteurs culturels.

La troisième partie (« Bilan critique »), plus méthodologique, donne principalement les clés de compréhension de l’écriture du livre en appliquant la notion bourdieusienne de « champ de production » d’idées à l’étude de l’idéologie bretonne (contenu et concepteurs), en examinant l’idée d’invention de la Bretagne et la notion d’identité.

L’idée-force du livre, qui constitue d’une certaine manière une réponse au *Être breton* (éd. Palantines, 2013) de Jean-Michel Le Boulanger, est qu’il y a eu création en Bretagne d’un sentiment identitaire sur la longue durée. Pour A. Rousseau, être breton et se considérer comme tel aujourd’hui « consiste à se voir et se comprendre dans les termes accumulés depuis 1830 par ceux qui écrivent l’histoire de la lignée

bretonne ». Le discours sur la Bretagne aurait été pris en charge par différentes élites – régionalistes, nationalistes, démocrates-chrétiens du CÉLIB, Parti socialiste depuis les années 1970... – qui auraient cherché à représenter les Bretons comme un corps, un peuple « typé », une communauté culturelle distincte de la communauté française ou devant s’affirmer contre elle (p. 19). Les voies et les moyens de régler la question bretonne seraient ainsi discutés aujourd’hui avec les mêmes arguments qu’au début du ^{xx}e siècle et la politique du conseil régional de Bretagne sur le plan culturel relèverait d’un « nationalisme *soft* ».

Le livre offre une réflexion utile, invite à revoir d’un œil nouveau les idées reçues sur la Bretagne et ce qui s’y fait, à réexaminer la relation que l’on peut entretenir avec elle quand on s’intéresse à sa culture et à son histoire. Des informations détaillées sont données sur la politique menée actuellement par le conseil régional de Bretagne en faveur des langues – breton et gallo – et des commentaires sont faits sur l’actualité la plus récente comme l’exposition Celtique ? à Rennes en 2022. Des réflexions précieuses sont aussi livrées sur le concept envahissant d’identité. A. Rousseau aurait d’ailleurs pu s’inspirer des travaux de Vincent Martigny (*Dire la France. Culture(s) et identités nationales, 1981-1995*, Paris, Presses de Sciences Po, 2015) qu’il ne cite pas et selon lesquels ce concept a d’abord été développé par la gauche dans les années 1980 – avant d’être récupéré par la droite puis l’extrême droite. C’est un peu la même évolution que l’on retrouve en Bretagne avec un certain décalage (le livre de Ronan Le Coadic, *L’Identité bretonne*, date de 1998) et avec la différence peut-être aussi que la gauche y garde l’initiative en prônant l’idée d’identité ouverte et de multiculturalisme.

Un parallèle stimulant est fait dans l’ouvrage entre la religion catholique et les ambitions de l’*Emsav* dont les principaux apports auraient mérité d’être regroupés dans un chapitre spécifique. La conclusion en est que l’identité bretonne serait un substitut du catholicisme, une évidence nécessaire qui entretiendrait le mythe de la continuité et de la permanence de la Bretagne (p. 309). Ce parallèle entre catholiques et bretonistes mériterait d’être nuancé car, même sans tenir compte du fait que les pratiques religieuses ont été très différentes entre le Léon bigot et la Cornouaille ou le Trégor moins dévots, l’empreinte du catholicisme a été sans commune mesure en Bretagne avec celle du « bretonisme » et il est exagéré d’écrire que « tout le monde marche dès l’enfance à l’identité bretonne » (p. 299) comme on se soumettait hier aux commandements de l’Église.

On peut regretter certaines erreurs comme la confusion qui est faite, p. 36, à propos de Walter Scott et Fenimore Cooper qui est le véritable auteur du livre *Le Dernier des Mohicans*. Le raisonnement est parfois difficile à suivre et comporte beaucoup de redites (ainsi sur le celtisme...) et de digressions. Pas grand-chose n’est dit sur l’écriture de l’histoire de la Bretagne alors qu’il est pourtant affirmé qu’elle est l’un des piliers de l’identité bretonne et la construction d’un récit national ne fait l’objet d’aucune analyse. Le chapitre 5 ne démontre pas vraiment

que les mouvements sociaux retenus (auxquels on aurait pu ajouter la lutte contre le remembrement évoquée dans un article de ce volume des *Mémoires*) ont été récupérés par les bretonistes. Même le combat de 2013 contre les péages routiers, s'il doit sa symbolique (le bonnet rouge), certains de ses leaders (Christian Troadec...), une partie de ses revendications, voire de sa mise en scène unanimiste (mais le choix de Pontivy comme lieu de réunion a-t-il été vraiment retenu par référence au Conseil national breton qui s'y est tenu en juillet 1940 comme il est affirmé p. 252 ?) à la mouvance bretoniste, n'a débouché sur aucun projet politique précis et les différentes initiatives prises pour l'orienter ont tourné court, montrant une nouvelle fois, et c'est peut-être la véritable constante de l'histoire de la Bretagne depuis deux siècles, que la population bretonne n'a jamais majoritairement apporté son soutien aux bretonistes, ce qui ne l'a pas empêchée à partir des années 1960-1970 de s'intéresser massivement à la culture bretonne.

Malgré les efforts de définition des termes faits en introduction, malgré les nuances apportées au propos tout au long du livre, on a l'impression à sa lecture que tous ceux qui s'intéressent à la Bretagne, quelles que soient leurs préoccupations, ou qui lui consacrent leurs travaux sont des bretonistes. Régionalistes et nationalistes sont ainsi mis sur le même plan et soupçonnés de partager une vision ethniciste de la Bretagne, alors qu'il aurait fallu, sans doute, faire des différences. Le regard est biaisé par les sources qui ont été mobilisées et qui sont issues essentiellement de la presse militante comme *Le peuple breton*, organe de l'Union démocratique bretonne, mais aussi de l'Agence Bretagne Presse dont A. Rousseau a eu bien du mérite à lire les communiqués tant ils abondent en inepties. L'accusation est formulée en conclusion que la mouvance bretoniste a obtenu le soutien de nombreux intellectuels dont deux seuls sont cités (p. 353) : Alain Croix et Mona Ozouf, de façon rapide et caricaturale, surtout pour le premier dont une citation est sortie de son contexte et dont les positions (hostilité au nationalisme et au récit national breton, au rattachement de la Bretagne à la Loire-Atlantique, refus de mythifier le Moyen Âge breton, intérêt pour la culture populaire et dans cette perspective-là pour la langue bretonne...) sont visiblement mal connues.

Le propos est ambigu pour ce qui concerne la langue bretonne dont la situation de faiblesse est longuement décrite. Le recul du nombre des locuteurs entraînerait la disparition du breton populaire, qui ne laisserait la place qu'à un « breton chimique » incompréhensible. Le bilinguisme serait pure fiction, les écoles *Diwan* sont dépeintes comme un héritage des nationalistes de l'entre-deux-guerres sans qu'il ne soit jamais dit qu'elles s'inspirent aussi des *Iskatola* du Pays basque et sans doute d'autres expériences linguistiques. L'immersion est présentée comme un danger pour la République. La langue bretonne, qui était vue hier comme une arme aux mains de l'Église, est considérée dans le livre comme un « totem », un instrument aux mains des nationalistes, le support d'un régionalisme ethniciste, une langue « tenue à bout de bras par les subventions publiques », dont certains chercheraient à faire la langue

officielle de la Bretagne, comme l'attesterait l'extension de la signalétique en breton même là où cette langue n'a jamais été parlée. Le lecteur en déduit qu'il convient de ne la considérer que comme un élément de patrimoine, une langue morte comme le grec ou le latin, qu'il faut se contenter d'étudier scientifiquement, ce qui est un peu dommage et laisse ainsi la voie libre aux nationalistes dans ce domaine.

L'idée de continuité de La Villemarqué aux bretonistes d'aujourd'hui est discutable d'autant qu'elle conduit notamment à mettre sur le même plan les nationalistes de l'entre-deux-guerres, qui n'ont pas hésité ensuite à collaborer, et les militants bretons d'aujourd'hui parmi lesquels il existe certes une minorité activiste et non-violente mais dont la majorité s'intéresse simplement à la culture (langue, danse, musique...), sans projet politique. Dans des perspectives qui ne sont plus les nôtres, « les inventeurs » de la Bretagne ont, au XIX^e siècle, attiré l'attention sur « la matière de Bretagne », lancé la collecte de chants, contes et légendes qui nous émerveillent encore et qui font aujourd'hui l'objet d'études scientifiques; des nationalistes de l'entre-deux-guerres, il n'y a rien à garder si ce n'est justement la démonstration de la nocivité du nationalisme et de l'impasse qu'il constitue pour la Bretagne; pour ce qui est de l'évolution depuis 1945, force est de reconnaître que le CÉLIB a contribué, parfois avec excès, à la transformation de la Bretagne qui souffrait de nombreux retards; quant à la politique actuelle du conseil régional de Bretagne, sans doute est-elle plus nuancée que ce qui est dit dans l'ouvrage, l'actuel président étant visiblement moins « bretoniste » que son prédécesseur si l'on en juge notamment par sa position prudente sur la question de la réunification. L'accent mis sur la politique culturelle masque le fait que les régions en France sont dénuées de réels pouvoirs dans les autres domaines, à la différence de ce qui s'observe dans la plupart des autres pays européens.

Forts de cet ouvrage qui mériterait d'être nuancé sur bien des points, les chercheurs du CRBC d'aujourd'hui qui savent avec brio utiliser les armes de la critique et qui ne peuvent être soupçonnés de vivre dans « une ambiance en chaussons » comme les intellectuels bretons que dénonçait, en 1989, Jean-Yves Guïomar, qui n'était pas avare en leçons de morale, sauront sans doute à l'avenir, afin d'éviter que la Bretagne ne succombe au péril identitaire ou communautaire, proposer de nouvelles synthèses sur l'histoire et la culture bretonne accessibles au grand public.

Dominique LE PAGE

Benjamin KELTZ et Philippe CRÉHANGE, dessins d'Eudes, *La frontière bretonne. Une enquête inédite sur la réunification de la Bretagne*, Langrolay-sur-Rance, Éd. du Coin de la rue, 2022, 223 p.

Cet ouvrage est un roman graphique dû à Benjamin Keltz, correspondant du journal *Le Monde* en Bretagne, après avoir collaboré au magazine *Bretons* et à *L'Express*, et fondateur des éditions du Coin de la rue, à Philippe Créhange, journaliste au *Télégramme*